

# Chronique sélective des conflits... et des défis

**Le 6 août 2012, à l'occasion de la fête nationale bolivienne, Evo Morales annonçait vouloir mettre en place un plan d'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2025. Une manière de calmer le jeu, car ces dernières années, la Bolivie a connu, parallèlement à son développement économique et culturel, plusieurs conflits sociaux.**

de l'armée», explique le politologue français Hervé Do Alto, spécialiste de la Bolivie<sup>1</sup>. « Ces conflits concernent de plus en plus des organisations sociales populaires qui entretenaient de bonnes relations avec le gouvernement Morales », poursuit-il. Les trois conflits recensés ci-dessous sont les plus caractéristiques de ces dernières années. Nous aurions pu y rajouter le conflit frontalier qui oppose les départements de Oruro et de Potosi pour une question de contrôle des ressources naturelles; la mutinerie des policiers, en juin 2012, mobilisés pour une augmentation de salaire, etc. La plupart de ces conflits concernent des problèmes de redistribution des richesses ou de « partage du gâteau ».

## Hausse brutale du prix des carburants

Le 26 décembre 2010, la présidence décrétait une augmentation de 82 % du prix des principaux carburants (essence et diesel). L'annonce provoqua une grève quasi immédiate de la Fédération des chauffeurs et de la Centrale ouvrière bolivienne.

**Evo Morales  
annonça lui-même  
la révocation  
du décret.**

La réponse du gouvernement ne se fit pas attendre, avec la proposition d'une augmentation de 20 % du salaire minimum des policiers, militaires, professeurs et professionnels de la santé. Mais la population continua à protester, ce qui poussa les dirigeants à offrir un deuxième paquet de mesures :

1 : Hervé Do Alto, « Le président et les militants, fin d'une idylle ? », Hors série de Politique, revue des débats, décembre 2012, page 40.

## Départements de la Bolivie



Pays de 1.098.581 km<sup>2</sup> (deux fois la France métropolitaine), la Bolivie se compose de neuf départements.

Si la réélection d'Evo Morales à la présidence du pays en 2009, avec 67 % des suffrages, s'est faite sans véritable opposition politique, le peuple, lui, a manifesté sa grogne à propos de plusieurs mesures prises par le gouvernement. « En 2010, on a recensé pas moins de 811 conflits, un chiffre équivalent à celui enregistré en 1970, lorsque les forces de gauche s'opposaient aux tentatives de coups d'État des secteurs les plus réactionnaires

Suite à la page suivante >

## Le discours loyaliste à propos du Tipnis

Dans le raisonnement favorable au pouvoir bolivien, la route du Tipnis s'avère être la solution pour que les Indigènes accèdent aux droits fondamentaux. Voici, en trois points, comment se présente le discours loyaliste :

1 Certaines communautés indigènes soutiennent la construction de la route pour sortir de leur isolement. En effet, ce passage offrirait un meilleur accès aux soins de santé et à l'éducation. Fini, les longues journées de marche à travers la forêt pour trouver un médecin. Cette route faciliterait également le transport des personnes et encouragerait la communication entre différentes communautés. De plus, elle mettrait à leur disposition des services

essentiels, comme l'électrification et le réseau hydraulique.

2 En parallèle, le gouvernement a la volonté de garantir aux communautés indigènes l'accès aux droits collectifs. Par cette route, l'État veut renforcer les services publics de base. Ainsi, il favoriserait l'accès à une éducation de qualité tout en respectant leur culture, notamment par l'enseignement dans leurs langues. Il proposerait une meilleure disposition de l'eau

potable et la possibilité de s'alimenter de manière équilibrée. Enfin, cet axe routier encouragerait la participation des habitants de la réserve à l'économie locale, via des marchés et l'échange de produits.

3 Les « Marchistas » ont été encouragés par le département de Santa Cruz, qui voit d'un mauvais œil la construction d'une voie directe de la région du Béni à la capitale. Cette route détournerait en effet les voyageurs et routiers du passage, actuellement obligé, par Santa Cruz. De plus, le Béni, très riche en terres agricoles, deviendrait un nouveau concurrent commercial.

ment le marché minier : les entreprises privées, la Fédération nationale des coopératives minières et les travailleurs salariés de la Confédération des mineurs de Bolivie (la Comibol).

Pas toujours sans heurts, surtout lorsque les cours mondiaux des minerais augmentent, comme ce fut le cas en 2012, engendrant des conflits et protestations jusque dans la capitale.

Mais le point culminant de ces conflits fut la promulgation, le 19 juin 2012, d'un décret nationalisant partiellement la mine d'étain du Rosario, située dans le département de Oruro. Cette mine était jusque-là exploitée par la filiale Sinchy Wayra de la multinationale Glencore (dont l'un des actionnaires n'était autre que l'ancien président bolivien Gonzalo Sánchez de Lozada, poursuivi par la justice). Par ce décret, la moitié de la mine du Rosario revenait, pour l'exploitation, à l'État bolivien et aux mineurs salariés de la Comibol, et l'autre moitié (non nationalisée) à la Fédération des coopératives minières. Tous, en fait, revendiquaient le droit d'exploiter la totalité de la mine, ce qui a conduit à des manifestations le 21 septembre dans les rues de La Paz, avec pour conséquence la mort d'un mineur de la Comibol.

Le conflit a finalement été résolu au bout de plusieurs jours de négociations difficiles entre le gouvernement et les deux secteurs impliqués, avec l'approbation, le 3 octobre, d'un nouveau décret délimitant clairement les espaces de travail de la Comibol et de la Fédération des coopératives minières. Les mineurs grévistes de la Comibol ont bénéficié, malgré la grève, de l'intégralité de leur salaire. Une enquête est ouverte pour trouver les responsables de la mort du mineur lors des manifestations du 21 septembre.

### Projet routier dans le Tipnis

Le Territoire indigène et parc national Isiboro Sécuré (Tipnis, ainsi nommé depuis 1990), qui couvre plus de 12 000 km<sup>2</sup>, se situe à cheval sur la frontière entre les départements de Beni et Cochabamba. Il accueille 14 000 indigènes des ethnies *Trinitaria-Moxeña*, *Yuracaré* et *Chimán*,

> 100 millions de dollars pour les régions et 20 millions pour les universités publiques, en plus d'une augmentation de 50 % de la valeur du bon annuel dont bénéficient les écoliers, le tout devant être payé par les subventions aux hydrocarbures que le gouvernement prévoyait de supprimer.

### La plupart des conflits concernent des problèmes de redistribution des richesses.

L'arrêt du financement des hydrocarbures était jugé nécessaire car, sur les 380 millions annuels de subventions, 150 millions bénéficiaient aux contrebandiers et aux habitants des pays voisins, Pérou et Brésil notamment.

Face à la protestation générale, Evo Morales annonça lui-même la révocation du décret, juste avant le nouvel

an 2011, estimant qu'il est plus raisonnable de gouverner en restant à l'écoute du peuple. La possibilité que la mesure soit adoptée dans le cadre d'un accord avec les secteurs concernés ou d'un référendum national dans les années à venir n'est toutefois pas écartée. En 2013, le souci de stabiliser les prix des carburants sans affecter la population reste présent à l'esprit des dirigeants du pays.

### Conflits miniers : la veine du Rosario

La Bolivie est fameuse pour son industrie minière, le symbole le plus connu étant les mines de Potosí qui, autrefois, firent la richesse de l'Espagne. Et même si cette industrie a décliné et ne fournit plus, aujourd'hui, que 4,5 % du PIB et 1,5 % des emplois, elle reste un secteur clé car, en plus de représenter 25 % des exportations, on estime que 10 % à peine du sous-sol bolivien (riche en fer, étain, argent, cuivre, zinc, or, lithium) ont été exploités. Trois secteurs se partagent actuelle-

au milieu d'une faune et d'une flore exceptionnelles. Depuis 2011, cependant, une partie de ses habitants se sont opposés au projet de route soutenu par le gouvernement d'Évo Morales et financé par le Brésil. L'enjeu ? Rien de moins que l'intégrité du parc, car l'axe routier couperait tout simplement en deux la réserve écologique.

Le 15 août 2011, 500 indigènes, surnommés les «*Marchistas*», entamaient, à Trinidad, une marche de 500 km («*la huitième marche indigène*»), pour manifester leur opposition au projet routier. Le gouvernement proposait un dialogue avec les dirigeants locaux, pour tenter de trouver une solution et de voir si d'autres tracés routiers étaient envisageables. Le 21 août, suite à plusieurs tentatives infructueuses de dialogue, le gouvernement accusait des agents extérieurs de vouloir déstabiliser le pays et certaines ONG environnementales de manipuler les indigènes.

**Le gouvernement décide d'organiser des consultations populaires.**

La marche se poursuivait dans une tension palpable avec les forces de l'ordre et, le 25 septembre, une centaine de policiers tentèrent de dissoudre le rassemblement en faisant usage de la force et de gaz lacrymogènes. On annonça de nombreux blessés et même la mort d'un bébé, qui sera finalement démentie. Le gouvernement, qui nia avoir donné l'ordre d'une telle intervention, limogea plusieurs responsables de la police, et la ministre de la Défense démissionna. Le 19 octobre, les indigènes, qui poursuivaient leur marche, arrivaient à La Paz et, deux jours plus tard, après une longue concertation, le gouvernement annonçait l'annulation du projet routier dans le Tipnis, déclarant ce dernier «*zone intangible*».

En janvier 2012 cependant, suite à plusieurs nouvelles manifestations en faveur du projet menées par les *cocaleros*



© Robin Hammond / Panos.

À La Paz, sous la «*bonne garde*» de Hugo, Fidel et Evo.

(les cultivateurs de coca, qui voient dans la construction d'une route le moyen d'étendre leurs activités), Evo Morales (lui-même un ancien leader syndical des producteurs de coca) faisait machine arrière et décidait d'organiser des consultations pour laisser aux habitants de la région le soin de trancher une fois pour toutes la question de l'intangibilité de leur territoire.

Mais en mai, les indigènes opposés au projet entamaient une neuvième marche pour protester contre les consultations décidées par le gouvernement qui, selon eux, sont illégales

car elles incluent aussi des communautés ne vivant pas dans la réserve. Finalement, le 17 décembre 2012, la «*consulta*» a obtenu un résultat de 82 % en faveur de la route. Cinquante huit des soixante-neuf communautés enregistrées ont été consultées. Cinquante cinq ont demandé l'édification de la route. Onze communautés ont décidé de ne pas participer au vote. ■

**Chronologie rédigée par Angel Gonzales, journaliste bolivien. Traduit par Emmanuel Juste.**